

# Le Journal du Dimanche

Le Journal du Dimanche 19 octobre 2008

Politique / 7

## Manuel Valls. Le député d'Evry persiste et signe contre les blocages du PS « Sortir de l'opposition frileuse »

► Il voulait approuver le plan de sauvetage des banques de Sarkozy. Et ne cachait pas sa colère contre ses camarades abstentionnistes. Mais c'est pour redresser les socialistes que le député maire d'Evry les critique. Explications sans concession.

Entre un PS qui, selon vous, ne possède pas d'hommes d'Etat et un Nicolas Sarkozy qui voulait faire de vous son ministre, êtes-vous sûr que vous avez fait le bon choix?

Etrange question ! Je suis socialiste depuis vingt-cinq ans et je ne me vois pas en dehors de la gauche. Je participe à la rénovation du PS. Je ne suis pas le seul : toute la jeune génération de gauche est dans ce combat. Et je crois que les socialistes doivent être utiles à leur pays.

Et le sont-ils ?

On peut avoir un doute quand on regarde les positions de la direction du PS. Nous ne sommes pas lisibles et nous passons à côté de notre rôle d'opposants. Nous aurions dû voter le plan de sauvetage des banques. C'était un plan européen, c'était la première manifestation d'un gouvernement économique dans l'Union. Et c'était un plan notamment inspiré par le travailliste britannique Gordon Brown et fortement soutenu par le socialiste espagnol Zapatero.

C'était aussi un plan Sarkozy ! Pourquoi ne pas concéder au Président le rôle qu'il a joué ?

Je l'admets sans problème. Le fait d'avoir un grand pays à la présidence de l'Europe a été très utile : cela démontre une nouvelle fois l'absolue nécessité d'un leadership fort pour l'Union. Mais je reconnais tout son rôle, tout son engagement, tout son volontarisme, à Nicolas Sarkozy. Domini-



Le maire d'Evry (Essonne), hier à Paris.

que Strauss-Kahn ou Hubert Vedrine l'ont fait, je suis totalement en phase avec eux...

Mais pas la majorité des socialistes...

Ils confondent le Sarkozy que nous avons combattu pendant la présidentielle et le président français de l'Union européenne. Mais cette confusion vient aussi des ambiguïtés de Sarkozy. Le Sarkozy des mots, le Sarkozy européen n'est pas le Sarkozy français, le Sarkozy des actes... Le budget n'est pas au niveau de la situation. On devrait préparer le pays à la récession ; conjurer par la justice sociale ce que nous nous apprêtons à vivre. Dans la crise que nous vivons, la France part avec moins d'atouts... Ce sont les choix fiscaux de Nicolas Sarkozy qui nous privent de marges de manœuvre.

Aujourd'hui, Sarkozy se bat pour un plan de relance européen. Vous l'approuvez ?

Il est sur des positions tradi-

tionnelles de la France - pour un volontarisme européen -, contre d'autres Etats plus frileux. Tant mieux. Je ne boude pas les avancées actuelles. Que le président de la Banque centrale assiste aux réunions des chefs d'Etat et de gouvernement et soit tenu par leurs décisions, je m'en réjouis. Ensuite, il faut passer à l'économie. Il faut un grand emprunt pour les secteurs de l'innovation, de la recherche, de l'espace...

Vous, le social-démocrate, souhaitez qu'on en finisse avec les règles du pacte de stabilité ?

Mais la France en est déjà sortie ! Il ne faut pas valider le laxisme budgétaire dans nos textes européens. Mais, pour faire face à la crise, soutenir nos entreprises, relancer nos économies, on doit être volontaires. Les dépenses d'innovation, de recherche et d'infrastructures - les grands travaux - doivent être sorties du pacte. Ça me paraît évident.

Finalement, les eurosceptiques,

les altermondialistes avaient raison ?

Dans leur critique du capitalisme financier ? Ils n'étaient pas seuls à les porter ! Dans leurs solutions ? Je ne crois pas. Les altermondialistes veulent détruire le Fonds monétaire international. Nous voulons qu'il soit le garant de la stabilité financière et d'une nouvelle gouvernance mondiale. Ça me paraît plus pertinent. On n'abrogera pas le capitalisme, mais on doit le guérir, offrir une alternative à la finance folle.

Vous ne redoutez pas une revanche des courants les plus à gauche, et d'abord au congrès du PS ?

Je n'en suis pas aussi sûr que vous. Les militants n'attendent pas des incantations mais des réponses concrètes. Nos débats internes m'inquiètent parce que la direction du PS nous oriente depuis des années vers une approche réductrice des enjeux. Petits gains internes, vision étriquée de notre rôle... Nous devons nous recons-

truire en parlant vrai : sur la sécurité, l'économie, l'état des entreprises, et sur le travail du dimanche qui est une réalité et que la loi doit encadrer ! On ne protège personne en refusant le réel ! A la base, c'est très clair pour les militants socialistes.

Vous regrettez donc votre charge contre votre parti ?

Je regrette que mon parti ne soit pas digne de ce qu'il représente. Je regrette qu'il ne sorte pas d'une posture d'opposition frileuse et vaine. Ce que j'ai dit sur l'absence d'hommes d'Etat, après l'abstention sur le plan d'urgence, était dû en partie à la déception. Aubry, Fabius, Strauss-Kahn, Vedrine sont des hommes d'Etat, ils l'ont montré quand ils ont gouverné...

Et Ségolène Royal ?

Evidemment. Quand elle fait des propositions, elle précise qu'elle veut aider le gouvernement ! Nous sommes responsables, pris un par un. Mais ensemble, nous n'arrivons pas à produire un discours cohérent. C'est le blocage structurel du PS, auquel nous sommes confrontés depuis des mois. Nous devons sortir de notre petite forteresse mentale. Je suis plus que jamais en faveur de grandes primaires ouvertes aux sympathisants, pour désigner le candidat socialiste à la présidentielle.

Qu'est-ce qui vous interdirait d'être candidat à ces primaires ?

Sur le principe, rien. Et rien ne devrait interdire aux socialistes d'être représentés par un homme de la nouvelle génération. Maintenant, affirmer une candidature aujourd'hui, en pleine crise, devant l'opinion, ce serait prématuré, voire ridicule.

Interview  
Claude Askolovitch  
et Marie Quenet